

## Prise de parole de l'Union Départementale CGT 41 – 29 janvier 2020

Bonjour à toutes et tous,

Une nouvelle fois nous voilà réunis toutes et tous ensemble pour lutter contre le projet de réforme de retraites par points. Dois-je vous rappeler pourquoi nous la critiquons ? Des « *projections financières transmises [...] restent lacunaires* », notamment sur les « *sur les différences qu'entraînent les changements législatifs sur la situation individuelle des assurés et des employeurs, l'impact de l'âge moyen plus avancé de départ à la retraite [...] sur le taux d'emploi des seniors, les dépenses d'assurance-chômage et celles liées aux minima sociaux* ». Tout ça alors que « *les projets de loi procèdent à une réforme du système de retraite inédite depuis 1945 et destinée à transformer pour les décennies à venir un système social qui constitue l'une des composantes majeures du contrat social* ». Avec un léger doute sur la « *lisibilité* » revendiquée par le gouvernement puisque « *le choix d'une détermination annuelle de chacun des paramètres du système [...] aura pour conséquence de limiter la visibilité des assurés proches de la retraite sur les règles qui leur seront applicables* ». Bien sûr on a aussi de gros doute sur la promesse de revalorisations des enseignant-es et des chercheur-ses pour qu'ils et elles ne soient pas les grands perdant-es de cette réforme car « *ces dispositions (sont) contraires à la Constitution* ». Avec en prime presque une trentaine d'ordonnances toutes plus aléatoires les unes que les autres qui feront perdre « *la visibilité d'ensemble qui est nécessaire à l'appréciation des conséquences de la réforme* » dont on sait désormais qu'elle garde des « *différences de traitement [...] entre assurés relevant du système universel de retraite et rattachés, le cas échéant, à des régimes distincts* ». Bref un « *projet de loi [qui] ne crée pas un "régime universel de retraite" qui serait caractérisé, comme tout régime de sécurité sociale, par un ensemble constitué d'une population éligible unique, de règles uniformes et d'une caisse unique* ». Ah non, ce n'est pas nous (quoique)...

Ce sont les « gauchistes », pourtant rarement de notre côté, du Conseil d'État !! Cet organe, pourtant si prompt à s'élever contre les revendications et les besoins des salarié-es, met un taquet au projet de loi de Macron. Sera-t-il lui aussi taxé de mensonges et de manipulations ?

Alors certaines organisations attendent encore de grandes avancées lors de la conférence de financement qui débutera demain... Pour la CGT, rien n'est à attendre de cette mascarade. On sait par avance ce qui va en sortir : âge pivot, oups pardon âge d'équilibre à 64 voire 65 ans. Ou élévation du nombre de trimestre de cotisations...

Nous on continue la lutte. Comme nos camarades de l'énergie avec des piquets de grève à Storengy ou des filtrages plus que costauds à l'entrée de la Centrale de St Laurent. Les enseignant-es qui se mobilisent contre les épreuves de l'E3C, sigle barbare pour parler du contrôle continu qui dénature totalement le caractère national du diplôme du baccalauréat ! Nous invitons d'ailleurs les lycéens et lycéennes mais aussi les étudiants et étudiantes à rejoindre la mobilisation car ils et elles sont les 1<sup>ers</sup> impactés par les réformes mises en œuvre par Macron et sa clique !

Le président des riches, avec des porte-paroles plus ridicules les un-es que les autres sur les plateaux de télé, qui en sont à argumenter sur « *La retraite [comme] un moment d'angoisse. [...avec] beaucoup de crises cardiaques [et] de maladies qui surviennent [...] quand on arrête l'activité*, font semblant ne pas entendre les revendications de la rue. Seule la violence lui fait détourner les yeux vers le « petit peuple ». Faudra-t-il brûler Chambord pour qu'il daigne entendre nos revendications ?? Ou comprendra-t-il que plus 60 % de la population ne veut pas de son projet ?!

Alors, nous, nous ne sommes pas versatiles, nous ne sommes pas des moutons ! Nous continuerons la lutte demain à Mer, à Vendôme et à St Laurent, vendredi à Romorantin. Car nous n'avons qu'un seul mot d'ordre sur ce projet : « on ira jusqu'au retrait ! ».